
**hommes
& migrations**

Hommes & migrations

Revue française de référence sur les dynamiques migratoires

1278 | 2009

Histoire des immigrations. Panorama régional

Faire l'histoire de l'immigration en région Centre : un début

Sylvie Aprile, Pierre Billion et Helene Bertheleu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/238>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.238

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 128-141

ISSN : 1142-852X

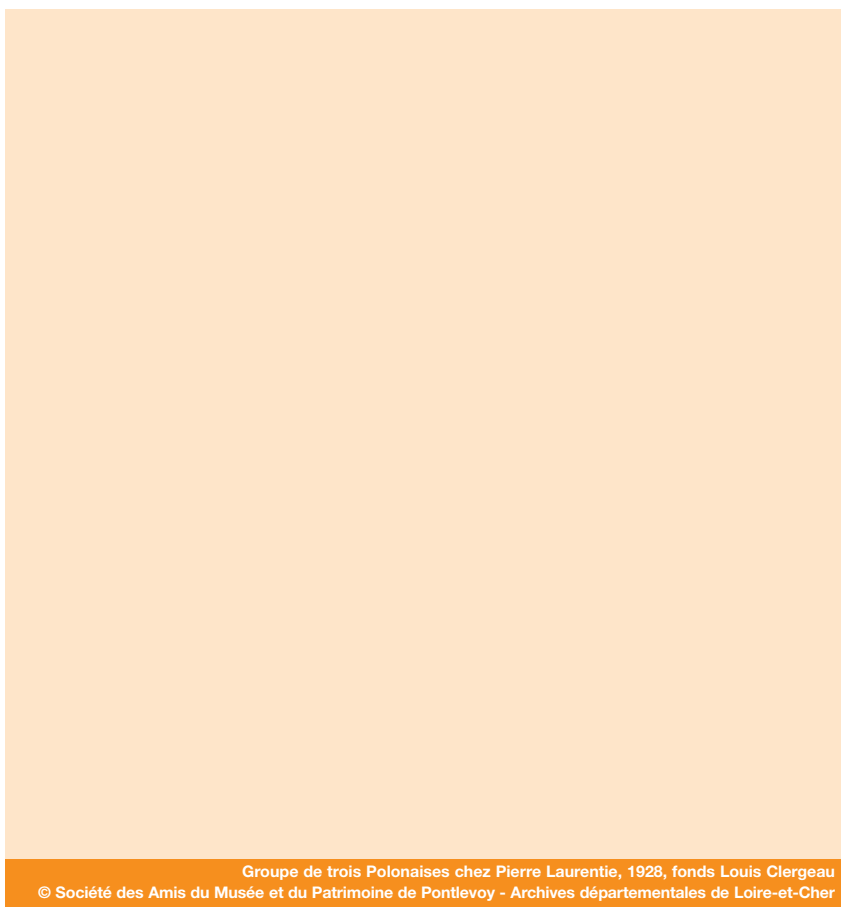
Référence électronique

Sylvie Aprile, Pierre Billion et Helene Bertheleu, « Faire l'histoire de l'immigration en région Centre : un début », *Hommes & migrations* [En ligne], 1278 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/238> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.238

Tous droits réservés

Faire l'histoire de l'immigration en région Centre : un début

Par Sylvie Aprile,
professeure d'histoire contemporaine, université Lille-III et Odris.
Et l'équipe : Pierre Billion et Hélène Bertheleu.



Groupe de trois Polonaises chez Pierre Laurentie, 1928, fonds Louis Clergeau
© Société des Amis du Musée et du Patrimoine de Pontlevoy - Archives départementales de Loire-et-Cher

De par sa faiblesse numérique, sa dilution géographique, son caractère rural – où l'importance des femmes est à souligner –, la diversité de ses flux, l'immigration en région Centre est, somme toute, assez atypique et son histoire reste à faire.

Au recensement de 1999, la région Centre se plaçait, avec 121 000 immigrés, au 10^e rang de l'ensemble des régions françaises, loin certes derrière l'Île-de-France, Rhône-Alpes ou la région PACA, mais néanmoins parmi les régions accueillant un nombre croissant d'immigrés. Cette situation diffère de celle des régions qui entourent le Centre et qui présentent un pourcentage d'immigrés beaucoup moins important. Peu visible et méconnue, l'immigration des années 1960 à 1980 a cependant contribué fortement, en région Centre, à la progression de la population régionale totale (croissance de 31 % entre 1962 et 1999). Les caractéristiques récentes recoupent les caractéristiques nationales : une immigration de main-d'œuvre, mixte en raison du regroupement familial, surtout installée en ville, où le poids des populations venues du Maghreb et de Turquie progresse. La région est touchée également par les problèmes actuels des banlieues et du racisme, Dreux ayant même, pendant la décennie 1980, fait figure de ville emblématique du "malaise français".

Spécificités socio-économiques de la région et pluralité des situations locales

Ni région frontalière ni région polarisée par une grosse métropole régionale, la région Centre, sans réelle unité culturelle et économique, présente une diversité de bassins de vie et d'emploi qui laissent présager d'une diversité des trajectoires socioprofessionnelles : l'immigré n'y est pas systématiquement un ouvrier de l'industrie, même s'il réside aujourd'hui en ville, mais un salarié agricole, et souvent une femme. Certaines nationalités sont aujourd'hui fortement représentées en région Centre, comme les Portugais, les Marocains et les Turcs, sensiblement plus nombreux parmi les immigrés en région Centre que dans les autres régions. Cette présence témoigne à la fois des structures classiques de l'emploi et du logement des immigrés mais aussi de migrations organisées et d'une industrialisation plus récente. Ces fortes concentrations dans un ensemble migratoire numériquement modeste donnent une dimension particulière à l'habitat et à la mémoire de l'immigration dans la région. Comme on le voit, une approche purement comptable ne permet pas de saisir la diversité et l'impact de l'immigration.

Ces quelques données permettent de comprendre que l'immigration, qui ne constituait pas un élément clé de l'histoire d'une région plutôt perçue comme le "berceau de la France", soit une histoire en chantier. Au fil d'une approche chronologique des quatre vagues migratoires qu'a connues la région au cours des deux derniers siècles, ce sont les contextes locaux et leurs différentes dimensions éco-

nomiques et professionnelles, urbaines et résidentielles, politiques et sociales qui permettent d'aborder l'analyse des représentations sociales de l'étranger et des relations interethniques entre les différentes collectivités immigrées ou minorités d'une part, et les nationaux, le groupe majoritaire, les "établis" constitutifs de la société dite d'accueil ou d'installation, d'autre part. La demande mémorielle croissante au cours des deux dernières décennies, basée sur un secteur associatif actif, est largement nourrie par ces spécificités régionales : caractère tardif des migrations, longue invisibilité des migrants et des migrantes, volonté de patrimonialisation au moment où les hommes comme leurs lieux de vie et de travail se transforment ou disparaissent.

Diversité des flux migratoires

Dès le XIX^e siècle, la région est caractérisée par la diversité des flux migratoires qui n'ont jamais connu une origine unique. Russes, Arméniens, Chinois, Polonais, Espagnols, Portugais, Italiens, Américains, Maghrébins, Turcs, ces courants migratoires, envisagés sur le temps long de 1789 à aujourd'hui, présentent deux caractéristiques originales qui peuvent être d'emblée relevées : une tradition de migrations forcées (carlistes et émigration polonaise au XIX^e siècle, réfugiés espagnols pendant et après la guerre civile durant les années 1930, présence de camps d'internement), une immigration rurale peu visible à double titre car agricole et féminine (surtout durant l'entre-deux-guerres avec l'arrivée de jeunes femmes polonaises, mais aussi, plus récemment, avec l'emploi de Turcs dans la sylviculture et le maraîchage). Le contexte urbain est lui-même divers, et ne concerne pas seulement les grandes villes et leur périphérie mais aussi la rurbanisation et les petites villes.

1850-1918 : de l'immigration politique à une immigration de travail encore modeste

Dès le début XIX^e siècle, émergent un certain nombre de réalités et de représentations pérennes de l'immigration dans la région. Cette implantation est liée à la situation régionale : éloignée des frontières et distante de la capitale. Trois caractéristiques migratoires sont ainsi déjà identifiables : une origine variée (carlistes espagnols et réfugiés polonais), une migration socialement clivée (des élites souvent aisées, parfois célèbres, et des travailleurs et travailleuses anonymes), une organisation et une gestion de l'immigration contrainte qui posent, dès ses origines, les questions qui sont au cœur des processus migratoires, celles de l'accueil, de l'assistance et de l'emploi.

L'accueil des réfugiés espagnols et polonais

L'accueil fut à la fois chaleureux et prudent. L'Indre est un des départements récepteurs des carlistes qui affluent à partir de novembre 1833, à Châteauroux. Mais c'est surtout l'émigration polonaise qui retient plus durablement l'attention, car elle a laissé plus de traces. L'arrivée des réfugiés polonais se situe, pour l'essentiel, à partir de 1832 – au lendemain de l'insurrection manquée de 1830 et de sa répression par l'armée russe. Elle est suivie par des vagues successives en 1840 et en 1863. Ces réfugiés – opposants au régime tsariste – appartiennent pour l'essentiel à la noblesse et à la bourgeoisie intellectuelle polonaises. L'administration française institue des dépôts pour ces émigrés qui reçoivent une subvention pour leur permettre de vivre en attendant de trouver un travail. Quelques personnalités célèbres ont permis de garder la trace de cette première émigration polonaise, comme le comte Branicki qui devient le propriétaire du château de Montrésor (Indre-et-Loire) et des terres situées dans les environs, incarnant à la fois la figure du propriétaire local, du généreux châtelain et de l'exilé fidèle à son pays.

Un nombre pourtant très faible d'immigrés

L'apport numérique est toutefois très faible et les chiffres continuent à être modestes jusqu'à la Première Guerre mondiale : la région compte en 1886 seulement 6 625 étrangers. À titre de comparaison, les seuls départements des Bouches-du-Rhône et du Nord comptent à l'époque, respectivement, 45 609 et 153 524 étrangers, le département frontalier des Ardennes 19 868. Loin des frontières et souvent éloignés des grands centres industriels, les départements qui constitueront la région Centre sont peu touchés par l'arrivée des vagues migratoires liées à l'industrialisation. Au regard d'autres régions françaises plus attractives, les créations industrielles – souvent situées en milieu rural – et la construction urbaine sont ici alimentées par la seule main-d'œuvre locale et l'exode des bassins ruraux avoisinants.

Les secteurs d'activité privilégiés

Les analyses statistiques et la cartographie mettent en évidence un fort clivage ville/campagne par le développement d'une forme d'immigration de services (domesticité urbaine féminine de nurses et gouvernantes, masculine de cochers puis de chauffeurs). La présence dans des villes moyennes – comme Chartres, Dreux, Bourges – de nombreuses et anciennes communautés religieuses accentue encore cette présence urbaine et féminine.

Les chantiers des chemins de fer ont été l'une des premières formes d'encadrement et d'organisation de la main-d'œuvre étrangère par des entrepreneurs, parfois eux-mêmes étrangers. On peut relier à ces chantiers ferroviaires de la fin du XIX^e siècle

les entreprises du bâtiment italien comme celle des Novello, dont les nombreuses ramifications témoignent du dynamisme. L'analyse réalisée à partir des recensements et des dossiers individuels de naturalisation permet, également à une échelle numériquement négligeable, de souligner l'importance du chantier comme lieu de construction de l'identité des immigrés. D'autres types de chantiers comme celui du barrage d'Éguzon, projet d'électrification d'intérêt national, ont nécessité la venue d'une main-d'œuvre étrangère nombreuse entre 1916 et 1926. La cité créée alors pour loger les ouvriers rassemble jusqu'à 1 500 étrangers originaires d'Europe, d'Afrique et d'Asie, soit l'équivalent de la population d'Éguzon même.

Une certaine hostilité envers les populations étrangères

La période de la guerre entraîne une présence et une gestion spécifiques des migrants. On note, en région Centre comme dans tout le territoire français, le développement de la méfiance et de la surveillance vis-à-vis des étrangers, surtout des Allemands et des nomades. Les zones rurales, déjà largement tributaires avant la guerre de main-d'œuvre saisonnière, étrangère au département, souffrent d'un fort déficit. C'est surtout le cas du département de l'Eure-et-Loir, étudié par Jean-Claude Farcy, où la grande exploitation qui fait traditionnellement appel à une main-d'œuvre saisonnière se tourne vers des travailleurs étrangers venus essentiellement et de façon provisoire de Tunisie. La position centrale du Cher explique par ailleurs la présence de nombreuses usines dont la production augmente durant la guerre et qui nécessite un apport de main-d'œuvre. En 1916, Vierzon accueille environ 400 coloniaux et 100 Chinois sont à Mehun-sur-Yèvre en 1918. Cette présence étrangère est largement commentée dans la presse locale. Elle provoque quelques réactions d'hostilité et, surtout, une surveillance policière accrue dans un cadre réglementaire qui s'intensifie.

1918-1945 : une présence plus forte, des empreintes mémorielles plus vives

C'est dans l'entre-deux-guerres que la présence historique et la mémoire de l'immigration sont les mieux connues. On note, en effet, en premier lieu une croissance très forte dès la fin de la Première Guerre mondiale et qui atteint son apogée en 1936. Plus importante, l'immigration a bénéficié de l'intérêt des chercheurs, non sans une certaine fragmentation et un émiettement. On doit néanmoins souligner l'apport, à la fois à l'histoire régionale et à la méthodologie concernant l'étude des trajectoires sociales et géographiques de lignées d'immigrés entrées dans le département du



Groupe de noce de Tchécos chez Mr P. Laurentie, 1933, fonds Louis Clergeau
© Société des Amis du Musée et du Patrimoine de Pontlevoy / Archives départementales de Loire-et-Cher

Cher, de la thèse de Philippe Rygiel. Le développement d'un centre de recherche et d'associations mémorielles sur les camps permet aussi une connaissance et une diffusion plus large des sources et des témoignages.

Développement de l'industrie et afflux de main-d'œuvre : l'exemple des usines de Rosières et Hutchinson

Si elle reste marquée par le maintien d'une activité rurale prédominante, l'immigration est aussi étroitement liée au développement des entreprises, lieu de travail et de résidence, qui vont faire appel aux migrants : Hutchinson et Rosières, pour ne citer que les plus célèbres... Spécialisée au début du siècle dans l'émaillage et la fonte, puis la fabrication des cuisinières, l'usine de Rosières voit le nombre de ses ouvriers s'accroître dans les années 1920. Ce sont près de 3 000 Polonais qui sont recrutés en l'espace de dix ans. L'entreprise dispose d'un réseau d'embauche directement implanté dans le pays d'origine. La démographie locale s'en trouve bouleversée : en 1929, plus de la moitié de la population du village de Rosières est polonaise. À l'usine, les consignes sont affichées dans les deux langues. Un tel changement requiert de nouveaux logements, ce qui sera fait avec la construction de 190 logements supplémentaires.

L'histoire de Châlette-sur-Loing est similaire car l'origine en est l'implantation d'une entreprise industrielle, une usine de caoutchouc, fondée en 1851, elle-même d'origine étrangère puisque son fondateur est l'Américain Hiram Hutchinson. Les besoins de main-d'œuvre créent un pôle migratoire atypique, la

**le dirigeant chinois
Deng Xiaoping vint travailler
quelques mois avec d'autres
étudiants travailleurs
dans cette même usine
Hutchinson, Montargis
devenant au début
des années 1920 une sorte
de berceau politique de la
Chine nouvelle.**

principale population ouvrière étant inattendue : des Russes, des Ukrainiens et des Chinois. L'arrivée des Russes et des Ukrainiens résulte des relations entretenues par la femme du directeur de l'usine Hutchinson avec les milieux tsaristes. La présence ukrainienne s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui, notamment à travers les églises (Saint-André et Sainte-Olga) et la création des compagnies de danse (les ballets Zaporogues et les ballets Hopak). À ces deux groupes s'est ajoutée une commu-

nauté arménienne, conservant elle aussi une forte identité à travers un véritable quartier à la Folie, dénommé la "Petite Arménie". Il se trouve, par ailleurs, que le dirigeant chinois Deng Xiaoping vint travailler quelques mois avec d'autres étudiants travailleurs dans cette même usine Hutchinson, Montargis devenant au début des années 1920 une sorte de berceau politique de la Chine nouvelle.

Une répartition territoriale diffuse et contrastée

La présence des immigrés reste diffuse et contrastée : à ces quelques pôles industriels s'ajoute la migration dans le monde rural pour les travaux agricoles et deux autres domaines, souvent négligés : l'exploitation forestière et "l'usine aux champs", c'est-à-dire la constellation de petites entreprises en milieu rural comme les usines de chaux. À Issoudun, par exemple, la fonderie du Pied-Selle emploie et loge des travailleurs étrangers. Ses besoins la conduisent en 1931 à créer une petite cité ouvrière (29 Français sur 215 personnes logées).

Une spécificité régionale : l'important nombre de femmes parmi les migrants agricoles

Récemment analysée par l'historien Ronald Hubscher comme un des éléments majeurs de l'histoire de l'immigration française et de la vie des campagnes dans l'entre-deux-guerres, la situation des migrants agricoles est une des spécificités longtemps oubliée et encore méconnue de l'histoire régionale. Puisque la main-d'œuvre est toujours nécessaire, mais les rémunérations restreintes, on recrute de plus en plus

de femmes qui “accomplissent un travail d’homme pour un salaire de femme”. Leur venue est souvent de courte durée, un contrat d’un an renouvelable. Contrairement à ce qui se passe dans d’autres arrivées féminines (femmes mariées qui rejoignent leurs époux), ici, l’arrivée massive des femmes n’est pas le signe d’une stabilisation et d’un enracinement de l’immigration. En décembre 1928, est créé le comité d’aide et de protection de ces femmes immigrantes. Son inspectrice, Mme Duval, très zélée en Indre-et-Loire, a laissé un volumineux ensemble de comptes rendus sur son activité dès 1930 et une correspondance fort précieuse où elle juge sans aménité le rapport entre patrons et ouvrières jusqu’en 1938 ; 1 592 lettres ont ainsi été reçues par Jeanne Duval et 1 601 envoyées. Elle délaisse souvent le ton purement administratif pour dénoncer les formes d’exploitation spécifiques de ces femmes vulnérables et isolées qui défendent leur corps et prennent parfois aussi en main leur destin.

Des élites étrangères attirées par la douceur des bords de Loire

La région reste aussi une zone d’attraction pour les élites étrangères attirées par la “douceur des bords de Loire”. Cette image d’un certain cosmopolitisme des bords de Loire donne un éclairage, certes très minoritaire, mais pas aussi anecdotique qu’on pourrait le croire : il correspond à une image traditionnelle et pérenne de l’attraction exercée par la région sur les élites étrangères.

Ceci explique que la politique gouvernementale de contingentement soit un semi-échec ou reste en deçà des espérances de ses promoteurs et des agents. Ceci ne tient pas à une plus ou moins grande mansuétude des autorités mais aux particularités économiques de la région.

Le retour d’une immigration politique : les modalités d’accueil

Avec l’arrivée des réfugiés espagnols, la région renoue avec l’immigration politique. L’accueil de ces réfugiés, et surtout des civils, obéit à des nécessités quelque peu contradictoires : aux préoccupations prioritaires du maintien de l’ordre se mêlent les difficultés liées aux frais de transport et d’hébergement loin de la frontière. Dès le début du mois de novembre 1934, les premiers réfugiés catalans arrivent à Orléans. Les modalités d’hébergement et d’aide varient de l’atomisation à la concentration. En février 1939, le Loiret devient une véritable terre d’accueil. Réunis tout d’abord dans la salle du Campo Santo, ils sont ensuite transférés dans l’usine désaffectée de la verrerie des Aydes. Montargis accueille aussi des réfugiés espagnols. En 1940, le gouvernement de Vichy supprime les centres d’accueil de réfugiés. De nombreux Espagnols réussissent néanmoins à se maintenir dans les zones rurales qui manquent de main-d’œuvre. Plusieurs familles d’agriculteurs les ont ainsi sauvés de l’expulsion et par là même d’un destin tragique. L’histoire de



Polonaise et deux Ukrainiens de la Pastourellerie, 1925, fonds Louis Clergeau
 © Société des Amis du Musée et du Patrimoine de Pontlevoy / Archives départementales de Loire-et-Cher

la région est aussi marquée par la création d'autres camps d'internement de populations juives étrangères (Beaune-la-Rolande, Pithiviers). S'y ajoutent les trois centres de rassemblement pour étrangers du Loiret (les Aydes, à Orléans, à Saint-Jean-de-la-Ruelle et Cepoy) et le camp de Jargeau où ont été internés les Tziganes. Le Cercil (Centre de recherche et de documentation sur les camps d'internement et la déportation juive dans le Loiret) a depuis une vingtaine d'années établi et transmis la mémoire de ce lieu. Tout cela constitue un passé qui n'appartient pas à la seule région Centre et l'intègre aux grands lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale et de la Shoah.

1946 - 1973 : une présence limitée et encore méconnue

La région rejoint, durant cette période, la situation nationale avec ses vagues migratoires – portugaise et maghrébine – et leur installation durable dans les centres industriels et urbains. Deux caractéristiques distinguent cependant la région : la présence et la demande demeurent fortes dans le monde rural et l'industriali-

sation n'entraîne pas, dès l'après-guerre, les bouleversements urbanistiques et sociaux que l'on peut constater ailleurs. Ainsi, au recensement de 1954, les deux principales nationalités que sont encore les Polonais et les Espagnols ne travaillent pas, loin s'en faut, dans le seul secteur du bâtiment, en pleine expansion dans cette période de reconstruction. Les migrants urbains continuent à investir comme à la période précédente les centres-villes dégradés. Le vieux Tours comme le cœur d'Orléans restent les lieux majeurs de chaînes migratoires et de situations de transit. La venue d'une partie des Algériens se fait par l'intermédiaire de la section tourangelles de l'Association des musulmans nord-africains (AMNA), dissoute pendant la guerre et qui renaît en 1945, installée dans un café du centre-ville. Ils constituent une main-d'œuvre flottante et leurs perspectives d'emploi dans la grande industrie sont faibles. Compte tenu de cette configuration de l'emploi, les séjours des Algériens en Touraine sont assez courts, quelques mois en moyenne. En situation précaire, ils s'installent dès 1945 pour l'essentiel dans le centre de la ville en ruine, et vont y conserver longtemps des lieux d'hébergement et de sociabilité, notamment dans le quartier des Halles.

La présence américaine : entre fascination et exaspération

L'originalité de l'après-guerre tient à la présence américaine et à ses bases militaires. S'ils sont restés assez repliés sur eux-mêmes, les Américains ont cependant marqué l'histoire de Châteauroux et d'Orléans dans les années 1950 et au début des années 1960. Les résultats du recensement de 1962 montrent bien, d'ailleurs, l'impact numérique de leurs bases, les Américains représentant plus de 58 % des étrangers du département de l'Indre (4 524 ressortissants sur 7 757 étrangers au total). Dans le Loiret, les 7 592 Américains atteignent 41,2 % de la population étrangère du département. Les cités américaines constituent alors un monde à part qui fascine certains et exaspère les mal-logés de l'après-guerre.

Nouvelle répartition des nationalités

Entre 1962 et 1975, la région enregistre peu à peu des arrivées venant compenser la pénurie de main-d'œuvre liée à un exode rural tardif. En 1962, un peu plus de 64 000 immigrés résident dans la région, ce qui reste limité comparativement à d'autres contrées plus industrielles : les immigrés représentent 3,3 % de la population régionale. La répartition par origine géographique s'est profondément modifiée : les vagues d'immigration en provenance du Maghreb succèdent à celles qui sont venues du sud de l'Europe. Depuis 1968, la part des immigrés d'origine européenne n'a cessé de diminuer, avec quelques nuances : les flux en provenance de l'Italie décroissent dès 1962, alors que les Espagnols ont continué à venir s'installer dans la région jusqu'en

1968. À cette date, les Portugais constituent la colonie étrangère la plus importante d'Indre-et-Loire, devant les Espagnols et les Algériens.

Grâce aux travaux de la sociologue Françoise Bourdarias, on connaît les conditions de vie des migrants à Tours au début des années 1970, et l'on entrevoit la manière dont la société tourangelles les a accueillis pendant les décennies 1960 et 1970. Bien que derniers arrivés et confrontés à des conditions de vie précaires eux aussi, les migrants portugais échappent néanmoins aux préjugés coloniaux et postcoloniaux que l'actualité de l'époque nourrit abondamment à l'égard des ressortissants algériens.

L'attention portée aux immigrés passe désormais aussi par le logement pour dénoncer l'insalubrité et la précarité de l'habitat qui leur est dévolu. L'habitat "clandestin" se concentre ici dans les maisons vétustes et abandonnées des hameaux. Les migrations portugaises et marocaines continuent également à fournir une main-d'œuvre agricole notamment pour la récolte et le binage des betteraves à sucre qui alimentent les sucreries d'Artenay et de Sandillon. Le travail est saisonnier : en 1969, sur 203 étrangers employés entre mai et novembre dans le Loiret, 45 sont marocains et 157, portugais.

Depuis 1970 : l'immigration fait partie de l'histoire régionale

La politique d'aménagement du territoire des années 1950 visant à corriger le déséquilibre entre la région parisienne et son environnement s'est résumée à une politique de déconcentration des activités industrielles qui a transformé les villes environnantes en "ateliers de la région parisienne", notamment dans l'Eure-et-Loir et le Loiret. Les années 1970 sont ainsi des années fastes pour l'économie orléanaise. La décentralisation proposée par le gouvernement et le patronat trouve un terrain propice dans cette ville de 110 000 habitants au carrefour de la Beauce, de la Sologne et du Berry, à une heure de train de Paris et dont l'industrialisation n'avait pas connu l'essor d'autres villes de la grande couronne. La main-d'œuvre va donc s'installer à la périphérie, près de la zone industrielle. La situation est similaire pour toutes les villes de la région situées à une centaine de kilomètres et a entraîné une concentration élevée d'habitants d'origine étrangère dans les mêmes quartiers. En 1982, un Drouais sur cinq est étranger (Dreux compte alors 33 000 habitants) ; 50 % des jeunes ont au moins un parent immigré, issu du Maghreb et pour la majorité du Maroc. S'y ajoutent une forte ségrégation spatiale et une image dégradée aggravée par la fin des Trente Glorieuses qui touche de plein fouet un tissu industriel sans autonomie.



Groupe polonais, 1934, fonds Louis Clergeau
© Société des Amis du Musée et du Patrimoine de Pontlevoy - Archives départementales de Loire-et-Cher

Nouvelles politiques d'immigration et d'accueil

La période est marquée, ici comme pour le reste du territoire national, par la fermeture des frontières, les politiques de retour et de regroupement familial, les demandes d'asile d'exilés du Chili, d'Asie du Sud-Est, du Rwanda, du Kosovo, etc. Les migrations de demandeurs d'asile (comme les réfugiés cambodgiens, laotiens et vietnamiens, les Rwandais, les Kosovars) sont également présentes dans la région, même si l'appareil statistique ne permet pas d'évaluer leur présence dans le détail. Comme dans beaucoup d'autres villes moyennes françaises, les villes de la région Centre ont vu l'implantation de foyers, d'abord CPH (Centres provisoires d'hébergement) puis Cada (Centres d'accueil de demandeurs d'asile). L'association Aftam, par exemple, gère plusieurs foyers à Châteauroux et à Tours, y compris sous forme d'hébergement dit "éclaté" en appartement au sein des cités de logement social. La mobilité des familles obtenant le statut de "réfugié" est grande à la sortie de ces dispositifs spécifiques d'accueil, compte tenu des opportunités d'embauche et de logement, de la proximité de la région parisienne, mobilité accrue par les difficultés d'insertion économique en période de crise.

Émergence des "politiques de la ville"

Cette période est aussi celle de l'émergence – à partir de 1977 et surtout de 1981 – des politiques de la ville centrées sur l'amélioration des conditions de vie de ce qu'on

appelle désormais les “quartiers sensibles” ou prioritaires. Les immigrés se répartissent toujours inégalement, trois départements regroupent à eux seuls les 70 % des immigrés vivant dans la région : le Loiret, l’Indre-et-Loire et l’Eure-et-Loir, soit les départements les plus urbanisés. On assiste à un vieillissement de la population immigrée, et à une diminution de la part des jeunes. Il s’agit en réalité d’un chiffre à nuancer : par définition, les enfants nés en France ne sont pas des immigrés. Les immigrés sont aussi plus affectés par le chômage que les autres actifs : dix points de plus que le taux de chômage national.

Dreux : ville-dortoir emblème du “malaise français”

De façon quelque peu paradoxale, si l’on songe à la place modeste de l’immigration dans les approches démographiques et économiques mais aussi dans l’image que la région se fait d’elle-même, elle devient pourtant emblématique, au cours des années 1980, à travers la situation sociale et surtout politique de Dreux. Les années 1970 sont celles d’un véritable tournant et d’une forte croissance : Dreux est devenue une ville-dortoir de la région parisienne. Ce qui a frappé surtout à Dreux, c’est la forte ségrégation spatiale entre le cœur ancien et les quartiers des “plateaux”, séparés du reste de la ville par la route nationale 12, la voie ferrée et la rocade. Dans la plupart des esprits, cette concentration et cette ségrégation sont directement associées à un fort taux de délinquance, devenu un enjeu politique majeur.

La collectivité turque

L’arrivée de nouvelles vagues migratoires a été marquée notamment par le développement d’une forte collectivité turque, constituée aussi de Kurdes. Au recensement de 1990, 10 668 personnes de nationalité turque résident dans la région, soit 9,15 % de la population étrangère. Elles atteindront 12,2 % des étrangers en 1999. Les Turcs sont désormais la troisième nationalité la plus représentée, derrière les Portugais et les Marocains. Ils s’implantent surtout dans le Loiret, puis l’Eure-et-Loir et le Loir-et-Cher. Dans ce dernier département, ils représentent près de 18 % de la population étrangère et sont aussi nombreux que les Marocains. La collectivité turque s’est implantée dans les bastions industriels anciens (Châlette) ou nouveaux, comme Dreux. Derniers arrivés, ils font l’objet d’une “question turque” dans plusieurs petites villes industrielles touchées par la crise : les représentations sociales négatives et les débats vont alors bon train sur l’immigration et son histoire récente. Le bûcheronnage et le maraîchage (asperges et fraises, notamment) sont les activités dominantes de la population turque et il est étonnant que cet aspect de leur vie, à Romorantin par exemple, soit aussi occulté dans les nombreux débats et écrits officiels cherchant pourtant à décrire leur spécificité. On retrouve ces caractéristiques dans le quartier de

logements sociaux de Saint-Marc où le secteur du bâtiment et celui de l'agriculture sont les plus fortement représentés au sein de la population active. La présence turque occulte la réalité marocaine de l'immigration en région Centre, marquée par la création d'un consulat marocain au sein du quartier de la Source, à Orléans, en 2006.

Une recherche à poursuivre

Plusieurs spécificités régionales sont apparues au fil de cette présentation. De ces traits particuliers sont nées également les empreintes mémorielles. Faiblesse numérique, dilution et décalage temporel permettent d'entretenir une relation plurielle avec les territoires et lieux de l'immigration. L'usine, longtemps indissociable du quotidien de la migration, est ici fortement concurrencée comme lieu d'attraction par le chantier, la forêt, le champ de légumes : elle devient alors emblématique, comme à Châlette ou à Rosières. La visibilité de l'immigration par-delà l'usine passe par l'aménagement urbain et la réflexion qui émerge autour de "l'avènement d'une ville moderne", où la dissociation entre lieu de travail et de résidence est de plus en plus forte. Cette attention portée au logement et à l'habitat se retrouve à toutes les périodes : des centres-villes dégradés aux rues italiennes et espagnoles et aux cafés arabes, aux foyers Sonacotra en passant par les bidonvilles de la périphérie urbaine. Et plus encore, c'est le réinvestissement de ces espaces qui en fait aujourd'hui le cœur des enjeux patrimoniaux et favorise une demande croissante de mémoire.

Autre fil conducteur, le monde rural est pleinement présent dans l'histoire des migrants. La présence étrangère dans les zones rurales analysées pour les années 1920-1930 surprend plus encore parce qu'elle n'a pas disparu : aux côtés des ouvriers et saisonniers agricoles, les années 1980 montrent une installation régulière et stable d'étrangers venus de la communauté européenne. Leurs motivations sont économiques mais aussi sociales et "environnementales". Elles rappellent plus largement que la région Centre présente, au travers de la variété des origines de ces migrants, toute une palette de migrations *a priori* non économiques, politiques pour les réfugiés et contraintes dans des lieux d'internement. Moins tournée vers les formes traditionnelles de la mobilité ouvrière et masculine, l'immigration en région Centre permet aussi de saisir la féminisation des phénomènes migratoires non comme une réalité récente mais un processus lent et parfois discontinu, où les formes discriminées du travail féminin sont paradoxalement valorisées.

Faire l'histoire de l'immigration, c'est révéler une nouvelle "représentation" de la région et l'attention accrue portée aux questions d'histoire et de mémoire fait de l'immigration non un problème mais une actualité riche et bien vivante. ■